

LES CHIFFRES DU MOIS



L'opération de "nettoyage"
menée par l'Armée Birmane
aurait fait au moins

1000 morts
dans l'Etat d'Arakan

L'intensification des conflits
dans les Etats Kachin et Shan
aurait provoqué près de

160 morts



Le gouvernement birman aurait
débloqué **220 milliard de \$**
pour les populations déplacées
dans les Etats Shan et Kachin mais
seules les zones contrôlées par le
gouvernement peuvent en profiter
en raison de "préoccupations sécuritaires"

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



Des violences sans précédent à l'encontre de la minorité musulmane des Rohingya. Le 3 février dernier, Le Bureau du Haut-Commissariat pour les Droits Humains a publié un rapport accablant sur les violences contre les Rohingya, basé sur des interviews réalisées avec des réfugiés au Bangladesh. Les témoignages relatent des cas de meurtres, disparitions forcées, violences sexuelles, torture, détentions arbitraires, destructions de propriété et discriminations ethniques et religieuses. Selon ce rapport, plus de 1000 Rohingya sont morts et plus de 69 000 se sont réfugiés au Bangladesh. Ce document soulève de sérieuses inquiétudes quant au fait que les violences survenues dans l'Etat d'Arakan soient le

résultat d'une politique de nettoyage ethnique intentionnelle, de crimes contre l'humanité. Les différentes enquêtes nationales mises en place par le gouvernement sont toutes loin d'être indépendantes et ne sont donc pas suffisantes.

Le gouvernement Bangladais requiert une aide financière pour relocaliser les réfugiés Rohingya dans l'île de Thengar Char. Le Haut-Commissariat des Nations Unies a pour sa part demandé la permission au gouvernement du Bangladesh afin de négocier la relocalisation des réfugiés Rohingya aux États-Unis, au Canada et en Europe ; mais le conseiller du Ministre des Affaires Étrangères Bangladais a refusé, dénonçant une proposition irréaliste en raison de la réticence des États-Unis et de l'Europe à accueillir de nouveaux réfugiés musulmans.

Processus de paix. Aung San Suu Kyi a appelé tous les groupes ethniques armés non-signataires de l'Accord National de Cessez-le-feu de 2015 « d'avoir la confiance et le courage » de rejoindre cet accord, afin de participer à la prochaine conférence de Panglong qui devrait avoir lieu à la mi-mars. Aung San Suu Kyi a profité de ce moment pour rappeler que Panglong avait pour objectif de « trouver des solutions à travers la consultation et la collaboration mutuelle ». Suite à cela, plusieurs groupes ethniques armés se sont réunis lors d'un sommet accueilli par les Wa afin de discuter les différentes possibilités de répondre à ces déclarations mais aussi aux offensives de l'armée birmane. A la fin du sommet, les groupes ont annoncé qu'ils ne signeraient pas l'Accord National de Cessez-le-feu, pré-requis pour participer au processus de paix, et ont formé un comité de discussion d'un « nouveau chemin vers la paix ». Ils ont également appelé l'armée birmane à immédiatement cesser ses offensives, à la formation d'une État Fédéral et à un dialogue politique inclusif.



L'armée demande un budget encore plus conséquent. Le Ministère de la Défense – contrôlé par l'armée – a demandé au Parlement près de 2.1 milliards de \$, soit 14% du budget de l'année fiscale 2017-2018. D'autre part, l'armée birmane est en négociation avec le Pakistan afin d'obtenir une licence pour construire des avions de chasse JF-17 ; et un expert militaire Ukrainien a annoncé que l'Ukraine allait livrer de nouveaux véhicules blindés à l'armée birmane.

Des manifestations pour la paix. Au début du mois de février, des manifestations pour la paix se sont tenues dans plusieurs villes du pays: Rangoun, Loikaw, Moulmein, Magwe ou encore Pyay. Les manifestants ont demandé la cessation des conflits, la baisse des dépenses militaires et la déclaration unilatérale de cessez-le-feu par les militaires avant la prochaine conférence pour la paix. Ils ont également revendiqué l'amendement de la constitution de 2008 qui est considérée comme un réel obstacle pour la paix.



La Zone Économique Spéciale de Thilawa s'étend et celle de Dawei, jusque-là en suspens, pourrait reprendre.

Thilawa : les promoteurs japonais ont lancé l'expansion du projet, prévoyant sa réalisation pour mi 2018. Pour l'instant, 78 compagnies de 16 pays ont fait le choix d'installer des usines, des sites de production ou encore des installations logistiques pour un investissement total qui atteint 1 milliard de dollars.

Dawei : le Ministre des transports thaïlandais, qui mène la délégation chargée de rencontrer régulièrement les officiels birmans, a annoncé que le travail sur le développement de la ZES de Dawei, largement retardé, allait continuer. Cette annonce a eu lieu après que le gouvernement birman ait accepté d'emprunter 128 millions de dollars à la Thaïlande afin de financer la construction d'une route de 132 km depuis le lieu du port de Dawei jusqu'à Ban Phu Nam Ron, à la frontière Thaïlandaise. Le président de l'entreprise Italian/Thai Development Plc a assuré qu'ils avaient déjà investi 200 milliard de dollars pour la phase initiale du projet, qui comprend des routes dans la zone industrielle, un petit port, des installations pour l'eau et l'électricité, une township et les coûts des expropriations dûes à l'accaparement des terres de la route qui irait du port de Dawei à la frontière Thaïlandaise.

Des nouvelles lois pour faciliter l'investissement. Ces lois, qui entreront en vigueur en mars, visent à encourager les investisseurs à s'orienter vers des secteurs jugés promordiaux pour le développement du pays: agriculture, secteur bancaire, petites entreprises et santé. Ces lois cherchent également à alléger la bureaucratie et à améliorer les infrastructures de transport, d'eau et d'électricité pour attirer les investisseurs internationaux.

Amnesty International a exhorté les autorités birmanes de stopper les opérations de la mine de cuivre de Letpadaung, considérant les nombreuses confiscations des terres, les dégradations environnementales et les violations des droits de l'Homme qui accompagnent le projet.



LES FOCUS DU MOIS**LE GOUVERNEMENT BIRMAN DOIT RÉPONDRE À L'INTOLÉRANCE**

Trente-quatre organisations internationales, régionales et nationales qui travaillent en solidarité pour les droits de l'Homme et la démocratie en Birmanie ont signé une déclaration commune appelant le gouvernement à répondre à l'intolérance croissante à la suite de l'assassinat de l'éminent avocat musulman et activiste U Ko Ni, à l'aéroport de Rangoun il y a 10 jours.

Les organisations signataires sont basées en Australie, au Bangladesh, en Belgique, en France, en Allemagne, en Irlande, en Malaisie, en Norvège, aux Philippines, en Afrique du Sud, au Sri Lanka, en Suisse, en Thaïlande, au Royaume-Uni et aux États-Unis, et sont activement investies sur les droits sociaux, les droits de l'Homme, les droits des minorités, la liberté de presse, les réfugiés, les femmes, la paix et l'aide humanitaire.



En tant qu'organisations dédiées à soutenir la transition démocratique et une paix durable et inclusive des minorités ethniques et religieuses en Birmanie, l'assassinat du conseiller juridique de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) – éminent avocat musulman – à l'aéroport international de Rangoun le 29 janvier 2017 est un choc.

Conseiller clé de la LND sur la réforme constitutionnelle, U Ko Ni a joué un rôle extrêmement important qui a contribué à la lutte pour une réelle réforme démocratique et l'évolution vers le fédéralisme en Birmanie. Il était également un exemple percutant de la contribution précieuse de la communauté musulmane birmane à la nation. Son assassinat a provoqué une onde de choc à travers la communauté internationale des droits de l'Homme. Une telle tragédie est une énorme perte pour tout le monde en Birmanie, et nos pensées accompagnent sa famille.

Dans notre monde où ne cessent de croître la xenophobie, la haine religieuses et l'intolérance, il est crucial que ce tragique événement ne soit pas utilisé pour motiver de nouvelles divisions internes en Birmanie. Face à ce constat, nous appelons le gouvernement dirigé par la LND à prendre les mesures suivantes :

- Arranger une enquête urgente, indépendante et impartiale sur cet assassinat
- Reconnaître l'influence insidieuse des éléments anti-musulmans sur la société birmane et faire valoir l'égalité ethnique et religieuse de tous dans le pays, notamment de la minorité musulmane Rohingya de l'État d'Arakan, l'une des plus persécutées au monde
- S'engager à mettre en œuvre le Plan d'Action de Rabat qui interdirait la promotion de la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, l'hostilité ou la violence, et particulièrement les propres mots d'U Ko Ni, de promulguer une loi pour que des mesures efficaces soient prises concernant les discours de haine et la discrimination

Outre ces actions, nous répétons notre appel pour une Commission d'enquête sur les atrocités dans l'État d'Arakan. Nous appelons les membres des Nations Unies à se diriger vers une Commission d'Enquête avant que la situation ne se détériore encore davantage.

Seule une Birmanie unie et libre de toute discrimination et persécution religieuses et ethniques peut atteindre une paix durable, la stabilité et le progrès auxquels nous aspirons tous.

L'OPÉRATION DE RÉPRESSION CONTRE LES ROHINGYA PREND FIN MAIS LE PROBLÈME RESTE ENTIER

« La situation dans l'État d'Arakan est maintenant stable. Les opérations de nettoyage entreprises par les militaires ont cessé, le couvre-feu s'est assoupli et la police toujours présente a pour seul objectif de maintenir la paix ». Cette citation du nouveau Conseiller en sécurité U Thaung Tun a été reprise par le Bureau de la Conseillère d'État – Aung San Suu Kyi – mercredi 15 février.

Il semblerait que ce soit la fin d'une vaste opération de répression à l'encontre des Rohingyas lancée par l'armée birmane à la suite de l'attaque de postes de frontières en octobre dernier. Le bilan est terrible : des centaines de morts, 22 000 déplacés internes et 66 000 réfugiés au Bangladesh. Le gouvernement civil a longtemps affirmé que l'armée agissait selon la loi. Il a ainsi participé à légitimer les actes de l'armée birmane et pire, sa présence au sein du gouvernement.

Pour autant, malgré l'arrêt des opérations de l'armée, la question Rohingya reste une problématique majeure. Apatrides, privés de leurs droits élémentaires, visés par des campagnes haineuses et subissant la répression de l'État, cette minorité musulmane est, selon l'ONU, l'une des plus persécutées au monde. Les discriminations sont incessantes pour les Rohingyas qui seraient environ 800 000 à vivre dans l'État d'Arakan.



L'aspect ethnique se mêle évidemment à l'aspect confessionnel. Dans cet État, deux communautés cohabitent difficilement : les Arakanais, assimilés à l'ethnie majoritaire birmane Bamar car ils sont bouddhistes et les Rohingya musulmans, considérés comme Bengalis par les premiers.

En 1978 et 1992, de fortes campagnes de répression menées par l'armée avaient poussé les Rohingya à se réfugier au Bangladesh par centaines de milliers. En 2012, des violences interconfessionnelles avaient éclaté entre Rohingya et Arakanais bouddhistes. L'histoire se répète et aucune solution durable n'est envisagée pour cette minorité.

En 1982, sous le régime militaire de Ne Win, la loi sur la nationalité reconnaissait 135 ethnies considérées de « nationalité birmane » en raison de leur présence sur le territoire avant la colonisation. Les Rohingyas en sont exclus et deviennent alors apatrides. La propagande étatique, basée sur un discours nationaliste bouddhiste, fait tout pour le justifier. Ils n'apparaissent plus sur les cartes et documents officiels : dans l'État d'Arakan, il n'y aurait que des Arakanais et quelques autres groupes minoritaires reconnus par la loi.

Dans une région aux frontières étatiques longtemps mouvantes et aux migrations complexes, les théories pleuvent quant à l'origine des Rohingya. Il reste difficile d'être catégorique. Mais des éléments historiques sérieux et précis justifient de la présence d'une forte population musulmane dans le nord de l'Arakan depuis plusieurs siècles. Tourné du côté du Bengale, le royaume de Rohang/Rashang n'avait pas de contact avec la Birmanie, jusqu'à l'invasion birmane sous le règne de Bodowpaya, à la fin du XVIII^e siècle. La racine même du nom Rohingya fait référence à cette région.

Mais pourquoi nier un nom et rejeter toute une population ? La construction de la nation birmane s'est fait sur le centralisme Bamar, avec des frontières arbitraires qu'il s'agissait de « birmaniser » en transformant l'histoire, afin de repousser toute trace « d'indianité ». Pour justifier sa légitimité politique, le nationalisme birman a eu besoin d'ennemis intérieurs.

Après l'arrivée au pouvoir de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), l'espoir était grand de voir s'exprimer d'autres conceptions politiques, dépassant le récit imposé par les militaires. Mais Aung San Suu Kyi a qualifié l'utilisation du terme Rohingya de contreproductive. Waï Waï Nu, militante Rohingya, témoigne : « Je suis née en Birmanie, mes parents sont nés en Birmanie et leurs parents sont nés en Birmanie. Ma mère, ma sœur, mon père, mon frère et moi avons été emprisonné en raison du travail de mon père aux côtés d'Aung San Suu Kyi et de la LND dans l'opposition démocratique. Et même sous ce nouveau gouvernement, qualifier mon ethnie et évoquer ma langue et ma culture est devenu un acte politique controversé ».

La fin de l'opération de répression lancée par l'armée birmane est un réel soulagement. Néanmoins, cela ne résout en rien la question Rohingya si ce n'est pas accompagné de politiques de lutte contre les discours de haine et d'un réel dialogue interreligieux. Il est temps que le gouvernement civil s'éloigne du discours dominant construit sous la junte, qui donne une importance centrale au groupe majoritaire Bamar et bouddhiste, pour se diriger vers une reconnaissance des Rohingya. Dans un pays en transition démocratique, où les conflits entre groupes ethniques armés et l'armée birmane font rage depuis des décennies, tant que le gouvernement n'affronte pas ce problème et ne trouve pas de solutions durables pour les Rohingya qui n'ont ni résistance armée ni revendication territoriale, il est difficile d'être confiant quant aux perspectives de paix.